

# Bactérie : la France veut des aides pour ses producteurs

Par Olivia Derreumaux le 04/06/2011



Crédits photo : JIM WATSON/AFP

**Le ministre français de l'Agriculture Bruno Le Maire ira lundi à Bruxelles demander une aide pour les producteurs de fruits et légumes. L'Allemagne refuse de payer. Le ministre veut une sécurité sanitaire «totale».**

Alors que tombent [les premières estimations chiffrées](#) sur les pertes occasionnées par la bactérie E.coli (Eceh) sur la filière maraichère française, les doutes exprimés vendredi par Bruno Le Maire, qui craignait un «impact très négatif» sur la production française de légumes, se sont avérés justes. A tel point que le ministre français de l'Agriculture se rendra lundi à Bruxelles pour demander aux autorités européennes le déblocage d'indemnités pour les producteurs français de fruits et légumes. C'est ce qu'il a annoncé hier soir à l'occasion d'un déplacement à Washington dans le cadre de la préparation d'une réunion du G20.

La facture pourrait grimper rapidement, surtout si les autres pays européens adoptaient la même position. Rien que dans l'Hexagone, en une semaine, les pertes pour la filière du concombre et de la tomate ont frôlé les 5 millions d'euros. En Espagne, elles atteignent pour l'ensemble du secteur environ 200 millions d'euros, selon la Fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes (Fepex), dont 75 millions d'euros pour la seule filière du concombre.

## **L'Allemagne ne paiera pas**

In fine, qui doit payer pour ce préjudice ? La question reste en suspens, certains estimant que l'Allemagne, en incriminant initialement les concombres espagnols dans la propagation de la maladie, est la principale responsable de la situation actuelle et des pertes financières subies par les producteurs. Depuis, le légume a été mis hors de cause, aucune preuve n'ayant été apportée qu'il soit à l'origine de l'infection. Pour certains, l'Allemagne devrait supporter les indemnités demandées. Un scénario qu'a rejeté en bloc samedi sur Europe 1 Reinhard Schäfers, l'ambassadeur allemand en France. «Je ne peux pas imaginer qu'on compensera financièrement» a-t-il précisé, en justifiant l'information donnée par une nécessité de transparence. « Au moment où on l'a fait, on avait trouvé quelque chose sur quelques concombres espagnols. Quand vous avez une information à un certain moment, il faut que vous préveniez le public», a-t-il ajouté.

« Nous sommes victimes d'une épidémie, a-t-il précisé. C'est ce que qui nous préoccupe pour le moment. On a des mécanismes au niveau européen pour s'en occuper», confirmant la position de Bruno Le Maire.

## **Réunion attendue le 17 juin à Luxembourg**

En outre, le ministre a rappelé vendredi l'absolue nécessité de «ne pas baisser la garde en matière de sécurité sanitaire des aliments», taclant ainsi les velléités de certains pays européens de «renationaliser les politiques agricoles». Après avoir jugé excessif l'embargo imposé par la Russie sur les importations européennes de légumes frais (594 millions d'euros en 2010), le ministre a toutefois appelé à «une sécurité sanitaire totale» au niveau intra-européen et à ses frontières, basée sur la traçabilité des aliments et des contrôles. Reste la question du coût de ces contrôles. Une question que Bruno Le Maire n'a pas éludée, mais sans donner d'estimations chiffrées. Cette position ferme, le ministre devrait la défendre le 17 juin prochain. Une réunion avec ses homologues européens à Luxembourg devrait en effet être confirmée dans les prochaines 48 heures, pour étudier les réponses à apporter aux crises sanitaires, mais aussi pour améliorer leur prévention.